



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE PUBLIC INDUSTRIEL**










---

**Maintenance préventive et corrective des  
équipements process de la SAA (Soufflerie Aéro  
Acoustique) de l'ISAE-SUPAERO (hors équipements  
liés à l'infrastructure du bâtiment)**




---

**Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace**  
10 Avenue Marc Pégélin  
BP 54032  
31055 TOULOUSE CEDEX 4

## L'ESSENTIEL DE L'ACCORD CADRE

	<b>Objet</b>	Maintenance préventive et corrective des équipements process de la SAA (Soufflerie Aéro Acoustique) de l'ISAE-SUPAERO (hors équipements liés à l'infrastructure du bâtiment)
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre (forfait + bons de commande+ marchés subséquents)
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans (critère de notation 10%)
	<b>Durée / Délai</b>	1 an renouvelable par tacite reconduction (3 x 1 an)
	<b>Prix</b>	Prix forfaitaires et prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## L'ESSENTIEL DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

	<b>Forme des MS</b>	Ordinaire
	<b>Fréquence d'attribution des MS</b>	A la survenance du besoin
	<b>Délai d'exécution des MS</b>	Défini par marché subséquent

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	4
1.5 - Conditions d'attribution des marchés subséquents .....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
4 - Durée et délais d'exécution .....	5
4.1 - Durée du contrat .....	5
4.2 - Reconduction .....	5
4.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents .....	6
5 - Prix.....	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
5.2 - Modalités de variation des prix .....	6
6 – Garanties financières.....	7
7 - Avance .....	7
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	7
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
8 - Modalités de règlement des comptes.....	8
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
8.3 - Délai global de paiement .....	9
8.4 - Paiement des cotraitants .....	9
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	9
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
10 - Développement durable .....	10
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	10
11.1 - Vérifications .....	10
11.2 - Décision après vérification .....	10
12 - Garantie des prestations.....	10
13 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail) .....	10
14 - Pénalités.....	10
14.1 – Prestations des postes 1 et 2.....	10
14.1 – Prestations du poste 3.....	10
15 - Assurances .....	11
16 - Clause de réexamen .....	11
17 - Résiliation du contrat.....	11
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	11
17.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents .....	11
17.3 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	11
18 - Règlement des litiges et langues.....	12
19 - Dérogations.....	12

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la maintenance préventive et corrective des équipements process de la SAA (Soufflerie Aéro Acoustique) de l'ISAE-SUPAERO (hors équipements liés à l'infrastructure du bâtiment)

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations forfaitaires ainsi que celles exécutées au fur et à mesure de l'émission de bons de commande par le pouvoir adjudicateur. Il définit également les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après marchés subséquents, pour les prestations de maintenance corrective de pièces maîtresses dont le montant unitaire est supérieur à 50K€.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 à 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande et à la conclusion de marchés subséquents.

Les marchés subséquents seront des marchés ordinaires.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 6 mois.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 1.5 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

### 1.5.1 - Généralités

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après que le titulaire ait été invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai précisé lors de cette demande. Cette invitation intervient lors de la survenance du besoin.

Si l'attributaire du présent accord-cadre ne remet aucune offre ou remet des offres qui, après analyse, s'avèrent être soit irrégulières, inacceptables, inappropriées selon l'article L 2352-1 du CCP, ou des offres manifestement non compétitives, il devra, sur demande de la personne publique, en indiquer précisément les raisons, justification formelle à l'appui. Ne sera notamment pas recevable une justification basée sur l'engagement de ses moyens matériels et humains sur d'autres marchés ou activités. Dans ces cas, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'organiser des consultations spécifiques auprès d'autres sociétés que celle de l'attributaire de l'accord-cadre.

### 1.4.2 – Organisation des consultations relatives aux marchés subséquents

La personne publique consulte l'attributaire de l'accord-cadre en lui adressant une demande de devis accompagnée d'une description du besoin qui complète les exigences déjà définies dans l'accord-cadre.

En retour, une offre contenant la proposition technique et financière est attendue dans un délai de 15 jours calendaires, sauf mention contraire. Elle fait apparaître :

- un descriptif des solutions techniques prévues, des explications claires et concises des prestations

à réaliser ;

- un devis s'appuyant en priorité sur les éléments de valorisation des prix (annexe à l'Acte d'Engagement), le chiffrage pièce et main d'œuvre des prestations, ainsi que les délais (délai d'approvisionnement, délai de réalisation sur site, délai de remise de la documentation et le délai global de la prestation).

Le représentant du pouvoir adjudicateur fait procéder à l'ouverture des offres reçues au plus tard à la date et l'heure limites annoncées dans la lettre de consultation et décide si la personne publique négocie.

En cas de négociation, l'attributaire est invité à présenter son offre lors d'une réunion de négociation ou par écrit.

A l'issue de cette réunion, si cela s'avère nécessaire, d'autres réunions de négociation peuvent être décidées, l'attributaire en est alors informé et invité. Au terme de ces tours de négociation, il peut être demandé à l'attributaire de mettre à jour son offre en faisant apparaître les modifications, compléments ou suppressions par rapport à l'offre initiale. A l'issue des négociations, le représentant du pouvoir adjudicateur demande au titulaire de l'accord cadre la remise de sa meilleure et dernière offre. La non remise d'une meilleure et dernière offre est considérée comme une absence d'offre de la part du titulaire de l'accord cadre, les offres précédentes ne pouvant en tenir lieu.

Les échanges se font via PLACE ou par mail, ces modalités seront précisées dans le marché subséquent.

### **1.6 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (DPGF, BPU et Eléments de valorisation des prix des marchés subséquents)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Les marchés subséquents (MS) et leurs annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics industriels, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-MI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 - Durée et délais d'exécution**

### **4.1 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la plus tardive des deux dates entre :

- la date de notification du contrat
- le 1<sup>er</sup> mars 2026.

### **4.2 - Reconduction**

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de la période en cours. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### 4.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

Les délais d'exécution des prestations du marché sont fixés comme suit :

Poste du marché		Prestation	Point de départ du délai	Délai/ périodicité	Livrables
Prestations au forfait (poste 1)		Réunion de lancement	Notification du contrat	2 semaines	Compte-Rendu
	Prise en charge du contrat	Réunion de validation des éléments de la phase de prise en charge	Notification du contrat	1 mois	Etats de référence initiaux effectués et document individuel renseigné
			Notification du contrat	1 mois	Plan de maintenance
	Maintenance préventive	Intervention au forfait correspondant au plan de maintenance	Création de l'Ordre de Travail GMAO	Plan de maintenance	Compte-rendu d'intervention GMAO et respect de la programmation
	Maintenance corrective forfaitaire	Intervention pour réparation et/ou remplacement de pièce (dans la limite d'un montant unitaire de 200€HT)	Création de l'Ordre de Travail GMAO	10 jours ouvrés ISAE-SUPAERO 5 jours ouvrés si délai « Urgent »	Compte-rendu d'intervention GMAO
Gestion du stock des pièces critiques					
Prestations Hors forfait (poste 2)		Fourniture du devis	Création de l'Ordre de Travail GMAO	5 jours ouvrés	Devis
		Réparations, remises en état, remises en conformité, améliorations	Notification du BDC	3 jours ouvrés ISAE-SUPAERO	Planification de la date d'intervention
				15 jours ouvrés ISAE-SUPAERO	Compte-rendu d'intervention GMAO et mise à jour du carnet d'entretien
Prestations Hors forfait (poste 3)		Fourniture du devis	Création de l'Ordre de Travail GMAO	5 jours ouvrables	Devis
		Réparations	Notification du marché subséquent	Délai indiqué dans le devis	Compte-rendu d'intervention GMAO
Réunions périodiques		Réunion semestrielle	Date de notification du marché	Tous les 6 mois	Rapport semestrielle de suivi et compte-rendu de la réunion
		Réunion annuelle	Date de notification du marché puis date anniversaire	Tous les ans	Rapport annuel de suivi et compte-rendu de la réunion

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 14.3 du CCAG-MI.

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de novembre 2025, ce mois est appelé " mois zéro ".

La demande de révision des prix est à l'initiative du titulaire. Il adresse sa demande au service des achats. Elle doit intervenir dans un délai d'un mois précédant la date anniversaire de la notification du marché.

La révision se formalise par la communication du bordereau des prix unitaires (BPU) et/ou de la décomposition des prix globaux forfaitaires (DPGF) au format Excel présentant les prix initiaux, les prix révisés, les formules de calcul (accessibles et modifiables).

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché par application aux prix de l'accord-cadre de la formule suivante :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (001565183 (n) / 001565183 (o))$$

Dans laquelle :

- **Cn** : coefficient de révision.
- **(n)** : valeur de l'indice de référence au mois n.
- **(o)** : valeur de l'indice de référence au mois zéro.
- **indice 001565183** : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2) » publié par l'INSEE.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Les indices « n » sont lus 1 mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre La révision définitive des prix s'opère sur la base du dernier indice définitif connu à la date de la révision. Aucune variation provisoire ne sera admise. Toute période de révision oubliée ne sera pas prise en compte de manière rétroactive.

Les calculs sont effectués avec un maximum de quatre décimales après la virgule. Le coefficient final sera arrêté au dixième supérieur pour une 5ème décimale comprise entre 5 et 9. Si la 5ème décimale est comprise entre 0 et 4, la décimale qui précède reste inchangée. Le résultat du calcul pourra quant à lui faire l'objet d'une troncature au centime d'euros.

En cas de suppression, par l'INSEE, d'un indice et de son remplacement par un indice unique, avec un coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié au titulaire, par ordre de service (cf article 16 du CCAP).

## 6 – Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG – Marchés publics industriels.

### 7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande ou chaque marché subséquent, d'un montant supérieur à 30.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Cette avance est calculée sur la base du montant du bon de commande ou du marché subséquent diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

#### Avance pour les PME/TPE

Dans le cadre de la démarche de simplification de la commande publique, l'ISAE-SUPAERO, en tant que pouvoir adjudicateur, est associé à la Charte Régionale visant à faciliter l'accès des PME/TPE à la commande publique en proposant une avance à ces entreprises selon les conditions suivantes :

L'avance est accordée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 20 000 € HT, en dehors de toute durée d'exécution dudit bon de commande, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 20% du montant du bon de commande, en dehors de toute durée d'exécution dudit bon de commande.

Si le titulaire souhaite mettre en œuvre cette disposition, il devra fournir tout document permettant de justifier de manière certaine son statut de PME/TPE ou a minima une attestation sur l'honneur signée par une personne dûment habilitée.

Quel que soit le cas de figure (cas général ou situation PME/TPE), le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant minimum de l'accord-cadre lorsque l'avance est inférieure ou égale à 15%. Si l'avance est supérieure à 15%, son remboursement commencera lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint le pourcentage obtenu en application de la formule suivante : 80% - pourcentage de l'avance. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.



Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **7.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# **8 - Modalités de règlement des comptes**

## **8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-MI.

### **Pour les prestations forfaitaires (poste1) :**

Un paiement partiel définitif semestriel égal à 1/2 du montant annuel HT de la décomposition du prix global et forfaitaire sera payé au titulaire, après admission des prestations par le représentant de l'ISAE-SUPAERO, valant service fait et prononcée dans les conditions définies à l'article 11.2 du CCAP.

**Cas particulier de l'année 1 :** le montant du premier paiement partiel semestriel sera égal au montant de la prise en charge auquel s'ajoutera 1/2 du montant annuel HT de la DPGF hors montant de la prise en charge. Le second paiement partiel définitif semestriel sera égal à 1/2 du montant annuel de la DPGF, hors montant de la prise en charge.

### **Pour les prestations à prix unitaires (poste 2) :**

Sauf mention contraire dans le bon de commande, aucun acompte ne sera versé au titulaire, le solde sera payé après admission des prestations dans les conditions de l'article 11 du CCAP.

### **Pour les marchés subséquents (poste 3) :**

Pour les marchés subséquents dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois, des acomptes trimestriels peuvent être versés au titulaire sur sa demande écrite et après constatation de l'avancement des prestations par le pouvoir adjudicateur. Le pourcentage des acomptes sera fixé dans chaque marché subséquent. Le cumul des acomptes payés ne peut pas être supérieur à 80% du montant total du marché subséquent.

Le solde sera payé après admission des prestations, dans les conditions de l'article 11 du CCAP.

## **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;



- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce, ainsi que les informations suivantes, obligatoires pour déposer les factures sur le portail dédié :

- le numéro de SIRET de l'ISAE-SUPAERO : **130 004 278 00011**, qui permet d'identifier l'ISAE SUPAERO en tant que destinataire de la facture ;
- le code service "**FACTURES avec ENGAGEMENT**" ;
- le **n° d'engagement** correspond au n° du bon de commande émis par l'ISAE ou au numéro EJ figurant sur la page de garde de l'acte d'engagement pour les marchés conclus à prix forfaitaires (**numéro au format 450000xxxx**).

### 8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13 du CCAG-MI.

### 8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### Adresse d'exécution :

Institut Supérieur de l'aéronautique et de l'Espace  
10 Avenue Marc Pégélin  
BP 54032  
31055 TOULOUSE CEDEX 4

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-MI.

#### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de mise à disposition sont prévues à l'article 19 du CCAG-MI et précisées à l'article 5.2 du CCTP.

## 10 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

## 11 - Constatation de l'exécution des prestations

### 11.1 - Vérifications

Les opérations de vérification qualitatives et quantitatives seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de mise en service, conformément aux articles 32 et 33 du CCAG-MI.

### 11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG-MI.

La décision d'admission semestrielle pour les prestations forfaitaires (poste 1) est soumise à la validation des comptes rendus de réunions et des rapports annuels ou semestriels de suivi par le Département d'Aérodynamique Energétique et Propulsion de l'ISAE-SUPAERO.

## 12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 36 du CCAG-MI.

## 13 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ISAE-SUPAERO, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'ISAE-SUPAERO pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## 14 - Pénalités

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG-MI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 14.1 – Prestations des postes 1 et 2

Lorsque les délais contractuels fixés à l'article 4.3 du présent CCAP sont dépassés, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100 euros.

Dans les autres cas, les pénalités encourues sont les suivantes :

Poste du marché	Prestation	Point de départ du délai	Délai/périodicité	Livrable/objectif/seuil	Pénalité
1	Panne identique sur le même équipement sur une période de 1 mois				300€
1 et 2	Proposition d'amélioration (art 5.4 du CCTP)	Date de notification de contrat puis date anniversaire	1 an	4 propositions par an	200€/élément manquant

### 14.1 – Prestations du poste 3

Lorsque les délais contractuels fixés dans chaque marché subséquent sont dépassés, par le fait du titulaire, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$P = V \times R / 100$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité à appliquer

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R = nombre de jours de retard

## 15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 10 du CCAG-MI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 16 - Clause de réexamen

Au titre du présent marché public et pendant toute la durée de son exécution, il est convenu entre les parties de procéder à un réexamen pour tenir compte des évolutions tenant au marché dans les cas suivants :

- ajout de référence au BPU pour des besoins devenus récurrents, dans la limite de 5 références par année.
- correction d'une erreur matérielle manifeste dans la rédaction des pièces du marché (contradiction, ambiguïté, erreur de frappe, répétition, oubli de mots ou de chiffres, etc.)
- remplacement d'un indice de variation des prix en cas d'arrêt de publication par l'INSEE. Dans ce cas, l'ordre de service précisera l'indice de substitution et le coefficient de raccordement à appliquer.

Le réexamen se fera par ordre de service adressé au titulaire du marché et précisera le ou les motifs de réexamen. Il produira ses effets dès réception par le titulaire du marché de la notification de l'ordre de service.

## 17 - Résiliation du contrat

### 17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 42 à 48 du CCAG-MI.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 17.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 42 à 48 du CCAG-MI.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 17.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de

l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **18 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **19 - Dérogations**

- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 17 du CCAG - Marchés publics Industriels 2021
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 15 du CCAG - Marchés publics Industriels 2021
- Les articles 17.1 et 17.2 du CCAP dérogent à l'article 45 du CCAG - Marchés publics Industriels 2021